



BILLET DE BLOG 22 septembre 2022

Comment les États peuvent opérer 15 transformations pour atteindre une prospérité sans carbone

Auteurs

Henri Waisman

Directeur, programme Deep Decarbonization Pathways

Adrien Vogt-Schilb

Économiste, Division du changement climatique, Banque interaméricaine de développement

Marta Torres Gunfaus

Directrice du programme Climat

Chris Bataille

Chercheur associé

Andreas Fazekas

Climate Change Consultant, IDB

🕒 Temps de lecture: 6 min



Plus de 70 pays dans le monde se sont fixé pour objectif d'atteindre zéro émission nette au milieu du siècle, et beaucoup d'autres travaillent sur des objectifs similaires. La réalisation de ces objectifs offre la possibilité de créer des emplois, d'améliorer l'économie et la qualité de vie, et est essentielle pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 ou 2 °C, soit l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat. Nous savons quelles technologies et quels changements de comportements peuvent permettre d'atteindre cet objectif, mais de nombreux obstacles empêchent leur adoption. Un [rapport publié par la Banque interaméricaine de développement \(BID\)](#) et l'Iddri en juillet dernier analyse 15 transformations clés couvrant l'électricité, les transports, l'agriculture, l'utilisation des sols, les bâtiments, l'industrie et la gestion des déchets. Le rapport examine leurs avantages et les obstacles qui empêchent leur mise en œuvre. Les gouvernements devraient s'attacher à éliminer ces obstacles et permettre la transition vers une prospérité sans carbone

La transition vers une économie nette zéro peut stimuler la prospérité des pays en développement. Parmi les avantages d'une économie sans carbone figurent la réduction des coûts énergétiques grâce à des prix record pour les énergies renouvelables, les économies d'exploitation grâce à l'électromobilité, les avantages pour la santé liés à l'absence de pollution atmosphérique, la réduction du temps perdu dans les embouteillages, l'amélioration de la santé grâce à l'exercice physique, la réduction du nombre d'accidents et des régimes alimentaires plus sains, l'amélioration de la productivité industrielle et agricole et les services écosystémiques, notamment la préservation de la biodiversité, l'approvisionnement en eau douce et l'attrait du tourisme. Ces transformations peuvent apporter des gains macroéconomiques nets représentant plusieurs points de pourcentage du PIB, et des millions d'emplois peuvent être créés pendant la transition si les gouvernements alignent les stratégies sectorielles, les réglementations du travail et les politiques éducatives sur les objectifs du changement climatique.

Cependant, la décarbonation n'est pas un processus aisé. De nombreux obstacles empêchent l'adoption de solutions « nettes zéro », notamment :

- l'absence de trottoirs, de voies réservées et de feux de circulation peut rendre la marche et le vélo moins pratiques et plus dangereux que la conduite d'une voiture ;
- La conception du marché et les systèmes de tarification peuvent décourager l'utilisation des énergies renouvelables ou des bus électriques, malgré des coûts de fonctionnement inférieurs ;
- Les subventions à l'énergie peuvent inciter à utiliser des combustibles fossiles plutôt que des énergies renouvelables, et les coûts initiaux liés à l'isolation des bâtiments et à l'adoption de fours et de chauffe-eau électriques et de pompes à chaleur efficaces constituent un obstacle important pour la plupart des ménages ;
- Les agriculteurs peuvent avoir une capacité limitée à surveiller ou à améliorer leur utilisation des engrais synthétiques ;
- La plupart des ménages ne disposent que d'informations partielles sur la teneur relative en carbone et les avantages pour la santé de différents régimes alimentaires.
- L'élimination progressive des centrales électriques au charbon, au pétrole et au gaz peut être rendue difficile par les impacts négatifs qu'elle a sur les travailleurs et les communautés concernés, malgré les impacts socio-économiques nets positifs pour la société dans son ensemble.

Ces exemples illustrent les obstacles à la transition vers une économie nette zéro : des infrastructures clés peuvent manquer, des réglementations peuvent empêcher la transition, le financement peut être difficile, les informations ou la capacité d'agir peuvent faire défaut, et la transition peut créer des gagnants et des perdants, qui peuvent s'opposer au changement. Et tous ces obstacles interagissent dans ce que l'on appelle un verrouillage systémique.

Les gouvernements peuvent supprimer ces obstacles et permettre la transition vers une économie nette zéro, en :

- construisant les trottoirs et les pistes cyclables qui permettent de marcher et de faire du vélo en toute sécurité ;
- redéfinissant les marchés des transports publics et de l'électricité afin de permettre la mise en place de modèles économiques rentables pour les conducteurs de bus électriques et les exploitants d'énergies renouvelables ;
- désignant une partie des nouveaux bâtiments pour qu'ils soient bien isolés ou prêts à recevoir de l'énergie solaire distribuée, en tirant parti de la baisse des coûts lors de la phase de construction, ou en subventionnant les pompes à chaleur ou les cuisinières électriques ;
- recentrant leurs programmes agricoles sur des pratiques durables en termes d'émissions et en informant les citoyens sur les régimes alimentaires sains basés sur des produits à faible empreinte carbone ;
- veillant à ce que les travailleurs et les communautés touchés par la réduction de la taille des centrales au charbon participent à l'élaboration des politiques de transition juste et reçoivent une compensation et un soutien pour s'adapter ;
- utilisant les processus de marchés publics pour créer des marchés pour les matériaux verts et montrant l'exemple avec des flottes électriques, des bâtiments publics économes en énergie ou des repas respectueux de l'environnement dans les écoles et les bureaux publics.

Il n'existe pas de solution unique. La transition vers des économies nettes zéro est un processus complexe et difficile qui ne peut être résolu par une poignée d'agences gouvernementales ou en utilisant seulement un ou deux instruments politiques. Elle ne sera possible que si les pays sont capables de s'engager dans une approche intergouvernementale impliquant chaque ministère et tous les niveaux de gouvernement, y compris les États et les villes. Les pays devront décarboner selon leurs propres termes, en partant d'un diagnostic des défis auxquels ils sont confrontés, de leurs priorités de développement et de la marge de manœuvre budgétaire, des capacités et du capital politique qu'ils peuvent utiliser pour impulser le changement. Chaque pays devrait donc concevoir son propre plan d'action sur mesure pour assurer une transition juste et ordonnée vers une économie décarbonée qui apporte des avantages nets à ses entreprises, ses ménages et ses communautés. Pour soutenir cet agenda, le rapport de la BID et de l'Iddri compile des preuves issues de la littérature académique et grise sur ce qui fonctionne pour permettre [15 transformations clés vers une économie décarbonée](#).

Le réseau international [Deep Decarbonization Pathways](#), coordonné par l'Iddri et composé d'experts nationaux de plus de 20 pays, notamment du Sud, a soutenu les efforts en ce sens au cours de la dernière décennie. Ce travail a permis de développer des méthodes pour explorer les trajectoires de développement technico-économique à partir des émissions et des objectifs socio-économiques du milieu du siècle afin d'éclairer les décisions d'investissement à court terme. Il a soutenu la production de stratégies de développement à faible émission à long terme pilotées par les pays, y compris des enquêtes approfondies sur les leviers, les opportunités et les défis associés à la décarbonation de secteurs complexes, tels que le transport, l'industrie, ou l'agriculture et l'utilisation des terres, qui ont tendance à être peu représentés dans les plans de réduction d'émissions existants.

L'un des enseignements les plus importants de l'initiative DDP concerne l'importance de l'engagement des parties prenantes. La co-construction de scénarios de décarbonation et de paquets de mesures politiques pour les rendre possibles est un moyen essentiel pour que les évaluations scientifiques servent un programme d'action. Seul un débat politique approfondi aux niveaux national et infranational peut garantir que les trajectoires de transformation nationales constituent une source d'inspiration solide pour tous les acteurs.